

M. Studer: Nous voudrions entendre quelque chose de nouveau.

M. Blackmore: Quand j'aurai fini, le député aura bien le temps de prendre la parole.

M. Johnson (Kindersley): Il craint de le faire. Il révélerait sa stupidité.

M. Blackmore: Il me semble qu'il nous faudrait vraiment, avant qu'il soit trop tard, nous faire une idée de ce que nous devrions entreprendre en tant que nation pour remédier à cette famine. Il nous faut soit nous efforcer sur le plan national, de participer à un mouvement tendant à résoudre le problème que pose la famine sévissant parmi les populations des pays moins fortunés que nous, soit de façon générale, essayer de nous plier sur nous-mêmes et de limiter notre production à nos propres besoins.

M. Studer: Et vous que produisez-vous?

M. Blackmore: Au point où nous en sommes, nous louvoyons entre deux attitudes. Nous parlons de la FAO et de distribution internationale, mais nous ne passons pas aux actes.

M. Studer: On ne peut tout de même pas manger des discours.

M. Blackmore: Je me demande, monsieur le président, si je dois me rasseoir et laisser parler l'honorable député?

M. Studer: Ce ne serait pas une mauvaise idée.

M. le président: A l'ordre!

M. Blackmore: L'honorable député tient-il à se réserver l'attention de la Chambre?

M. Studer: Mais faites quelque chose. On ne peut pas manger de discours.

M. Blackmore: L'honorable député veut-il retenir pour lui seul l'attention de la Chambre?

M. Studer: Dites des choses sensées, et nous vous écouterons.

M. Blackmore: L'honorable député aimerait-il prendre la parole? Certains ne font pas honneur à la circonscription qui les envoie ici.

M. Studer: Ils font plus que prononcer des discours.

M. Weir: On en a un exemple en ce moment.

M. Blackmore: A mon avis, la faim étant à l'heure actuelle l'une des principales causes de malaise qui peuvent facilement entraîner un bouleversement mondial dont la civilisation ne se relèverait pas, nous devrions envisager les moyens d'aider à résoudre le pro-

[M. Blackmore.]

blème de la faim dans les pays mal partagés. Si nous voulons procéder avec ordre, il y a quatre points principaux dont nous devrions être saisis au cours de la présente session et que nous devrions examiner jusqu'à ce que nous trouvions une solution.

Tout d'abord, nous devrions approfondir la question de l'entreposage. En temps utile, j'aimerais poser au ministre plusieurs questions sur son programme d'entreposage. Puis nous devrions étudier la question de la production méthodique. L'honorable préopinant a signalé combien il est difficile pour celui qui veut élever des porcs de savoir à quoi s'en tenir. Il semble que les prix restent élevés pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'on se livre à la production des porcs, puis ils baissent, ce qui fait subir des pertes énormes à ceux qui avaient misé là-dessus. Les prix remontent ensuite pour baisser de nouveau. Il y a quelques années, une baisse des prix a occasionné de grandes pertes à des gens de ma région. Je ne vois pas de raison de ne pas trouver un moyen de rendre toute notre production méthodique, au lieu d'en faire une entreprise aussi tâtonnante qu'elle l'a été jusqu'ici.

En outre, la question de la fertilisation du sol est un sujet qui devrait recevoir la plus grande attention. Si nous voulons léguer à nos descendants un sol aussi productif que celui que nous avons eu lors de notre établissement, nous devrions examiner très attentivement de quelle manière maintenir la fertilité de ce sol. Il est temps pour nous de connaître quelque chose des idées du ministre au sujet des ventes à l'étranger. J'attribue au ministre l'honneur d'être le seul membre du cabinet, jusqu'ici, qui se soit prononcé de façon à laisser voir qu'il discerne la nécessité d'établir un régime d'écoulement à l'étranger. Je crois que c'est en 1952 qu'il a fait une déclaration dans le sens suivant: si nous ne pouvons apprendre comment acheminer nos denrées vers ceux qui en ont besoin, quelque chose cloche dans nos idées. Que le ministre ne s'est-il alors senti libre de développer sa pensée car, j'en suis certain, l'incapacité à acheminer nos denrées vers ceux qui en ont besoin démontre que tout le pays manque d'idées.

Un mot de chacun des quatre sujets généraux que j'ai mentionnés. Il nous faut savoir quelles mesures prend le ministre à l'égard des entrepôts. Je m'intéresse de près au problème du blé, comme tous les députés, je crois. J'ai soutenu que, pour traiter convenablement le problème du blé par un programme à longue échéance, nous devons avoir des entrepôts sur les fermes pour que le gouvernement puisse verser des avances à l'égard des céréales qui y seront conservées.